ACCORD-CADRE N° 25TIC06



**ACCORD-CADRE D'INFOGERANCE D’INFRASTRUCTURE ET D'ASSISTANCE UTILISATEUR DE PREMIER NIVEAU DES SYSTEMES D'INFORMATION DE**

**VALLEE SUD - GRAND PARIS**

Acte d’engagement

Objet de l'accord-cadre

Accord cadre de prestations d'infogérance et d'assistance de premier niveau des systèmes d'information de Vallée Sud - Grand Paris

Acheteur

Vallée Sud - Grand Paris (92)

Adresse : 28 rue de la Redoute 92260 FONTENAY-AUX-ROSES

Téléphone : +33 0186631162

Référence de la délibération autorisant la signature de l'accord-cadre

Délibération n°CT2025/004 du 14 janvier 2025

Procédure de passation

Appel d’offres ouvert – Articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

Service Finances du Territoire Vallée Sud – Grand Paris

28 rue de la Redoute – 92 260 Fontenay-aux-Roses

Comptable public assignataire des paiements

Madame la Trésorière principale

28 rue de la Redoute – 92 260 Fontenay-aux-Roses

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l’organisme désigné ci-dessus.

Sommaire

[1. Contractant 4](#_Toc1025174493)

[2. Objet de l'accord-cadre 5](#_Toc1619367515)

[Nomenclature 5](#_Toc1724494962)

[3. Durée de l'accord-cadre – Délais d’exécution – Reconduction 5](#_Toc1369624822)

[3.1 Durée de l'accord-cadre 5](#_Toc134261103)

[3.2 Reconduction 5](#_Toc1244979312)

[3.3 Délai d’exécution des bons de commande 5](#_Toc1669608983)

[4. Délai d’établissement des prestations 5](#_Toc289009877)

[5. Prix 5](#_Toc894290513)

[6. Avance 6](#_Toc1796007734)

[7. Signature du candidat 6](#_Toc1992080)

[8. Acceptation de l’offre 7](#_Toc509434352)

1. Contractant

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

* Je M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
* J’AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.
* Je CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que les sous-traitants proposés sont également titulaires de polices d’assurances garantissant les responsabilités qu’ils encourent.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l’attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 6 mois /180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

¨ **Le signataire :**

¨ s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

¨ engage la société ........................................... sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

¨ **Le mandataire (1) :**

¨ du groupement solidaire

¨ solidaire du groupement conjoint

¨ non solidaire du groupement conjoint

s’engage pour l’ensemble des prestataires groupés désignés dans l’annexe ci-jointe (2) à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

(1) Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint.

(3) Dans le cas d'un groupement, indiquer les coordonnées du mandataire.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat (3) :

……………………………………………………………………………………………………………

Adresse de l’établissement :

…………………………………………………………………………………………………………...

...…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………...

Adresse du siège social (si différente de l’établissement) :

…………………………………………………………………………………………………………...

.…………………………………………………………………………………………………………..

………………………………………………………………………………………………………...…

Adresse électronique : ..............................................................................................................

Téléphone : ...................................................

Télécopie : ....................................................

SIRET : .........................................................

APE : ............................................................

Numéro de TVA intracommunautaire : .........................................................

Références bancaires :

IBAN : .......................................................................................................................................

BIC : .........................................................................................................................................

1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet les prestations d'infogérance et d'assistance de premier niveau des systèmes d'information de Vallée Sud – Grand Paris.

Nomenclature

|  |  |
| --- | --- |
| **CPV :** | 72510000-3 – Services de gestion relatifs à l'informatique |

1. Durée de l'accord-cadre – Délais d’exécution – Reconduction
   1. Durée de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à 2 an(s) à compter de la notification de l'accord-cadre.

* 1. Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit 1 fois pour une période de deux ans.

En cas de non-reconduction, seuls les montants des deux premières années de la DPGF sont dus.

La reconduction est tacite.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifiée au titulaire au plus tard dans un délai de 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

* 1. Délai d’exécution des bons de commande

Le délai d’exécution des prestations sera fixé par chaque bon de commande. Le pouvoir adjudicateur pourra émettre des bons de commande pendant toute la durée de l'accord-cadre fixée ci-dessus.

1. Délai d’établissement des prestations

Le délai d’établissement des prestations est fixé par chaque bon de commande.

Les modalités d’acceptation par le pouvoir adjudicateur des documents produits par le titulaire sont définies à l’article *Réception des documents* du CCAP.

Pour les prestations à prix forfaitaires, celles-ci devront être exécutées selon le calendrier fixé en annexe.

1. Prix

L'accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à prix composites comprenant :

* D'une part, une partie à prix forfaitaires rémunérée selon le montant total de la décomposition du prix global et forfaitaire ci-dessous :

Montant Hors taxe (en chiffres) (€) : …………………………………………………………………

Montant TTC (en chiffres) (€) : ………………………………………………………………

Le montant de l’offre comprend l’ensemble des dépenses nécessaires à l’exécution de l’accord-cadre (notamment) : visites, réunions, déplacements.

* D’autre part, une partie à bons de commande avec un maximum fixé en valeur, rémunérée en faisant application des prix unitaires indiquées dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Le montant maximum de la partie à bons de commande pour la durée initiale de l'accord-cadre (2 ans) est de :

Montant HT : 500 000,00 €

Montant TVA (au taux de 20,00 %) :

Montant TTC : 600 000,00 €

Montant TTC (en lettres) : six cent mille euros

Le montant sera identique pour la période de reconduction.

**Recours au catalogue :**

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir au catalogue tarifaire du titulaire. Les commandes sur catalogue seront réglées par application du taux de remise défini ci-dessous sur les prix publics :

**Remise consentie sur les prix publics\* :**

**Catalogue** : ……………% de remise

***\*Dans le cas où le candidat proposerait plusieurs catalogues avec des pourcentages de remises différents il peut ajouter des lignes de taux de remise à la condition d’identifier de façon très claire les catalogues concernés.***

***\*\* A défaut d’indication d’un taux de remise dans le tableau ci-dessus, le taux sera considéré comme étant de 0%.***

1. Avance

Une avance est prévue dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Titulaire unique ou mandataire :  Refuse de percevoir l’avance

 Accepte de percevoir l’avance

L’attention des candidats est attirée sur le fait que si aucun choix n’est fait, le pouvoir adjudicateur considérera que l’entreprise accepte de percevoir l’avance.

La perception de l'avance par les cotraitants et sous-traitants est indiquée dans les annexes.

L’avance sera versée et résorbée dans les conditions fixées par l’article *Avance* du CCAP qui détermine également les garanties à mettre en place par la ou les entreprises.

1. Signature du candidat

Il est rappelé au candidat que la signature de l’acte d’engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Fait en un seul original

A :

Le :

Mention(s) manuscrite(s)

*« Lu et approuvé »*

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d’entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement :

1. Acceptation de l’offre

Le présent accord-cadre se trouve ainsi conclu aux conditions ci-avant.

Les sous-traitants proposés dans les actes de sous-traitance annexés au présent acte d’engagement sont acceptés comme ayant droit au paiement direct et les conditions de paiement indiquées sont agréées.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d’engagement.

A :

Le :

Le pouvoir adjudicateur,

#signature#

Annexe à l’acte d’engagement

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

**● Identification de l’acheteur**

Désignation de l’acheteur :

SIRET : 20005796600018

Nom : Vallée Sud - Grand Paris (92)

Adresse : 28 rue de la Redoute 92260 FONTENAY-AUX-ROSES Cedex 2

Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2391-28 du Code de la commande publique : Service Finances du Territoire Vallée Sud – Grand Paris

28 rue de la Redoute – 92 260 Fontenay-aux-Roses

Désignation du comptable public assignataire :

**● Identification du créancier au titre du marché public**

Désignation du créancier : ............................

SIRET : ............................

Raison sociale : ............................

Adresse : ............................

Coordonnées bancaires du créancier :

IBAN : ............................

Renseignements complémentaires sur le créancier :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Titulaire du marché | |  |
| Sous-traitant de premier rang | |  |
| Membre d’un groupement solidaire | |  |
| Membre d’un groupement conjoint | |  |
| Mandataire solidaire | |  |
| Mandataire conjoint | |  |
| Agissant pour son propre compte | |  |
| Habilité à céder ou nantir la créance du groupement | |  |
| Dans ce dernier cas, indiquer la référence de l’habilitation : | ............................ | |

**● Identification de la créance cessible**

Désignation du marché et de son montant :

Référence du marché obtenue au plus tard lors de la notification : ............................

Date : ............................

Montant (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation de la tranche : ............................

Montant de la tranche (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation du lot : ............................

Montant du lot (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation du bon de commande : ............................

Montant du bon de commande (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de variation de prix applicables à la créance :

............................

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de pénalités susceptibles d’être appliquées à la créance :

............................

Le cas échéant, autres renseignements : ............................

**● Renseignements complémentaires affectant le marché et/ou la créance**

|  |  |
| --- | --- |
| L’acheteur renvoie les parties aux documents du marché |  |

Si la case précédente n’a pas été cochée, remplir les champs suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| Le cas échéant : |  |
| Le marché prévoit le versement d’une avance au créancier au titre du marché : |  |
| En cas d’avance, son pourcentage | ............................ % |
| Le marché prévoit une retenue de garantie : |  |
| En cas de retenue de garantie, son pourcentage | ............................ % |
| Le marché prévoit un délai d’exécution des prestations : |  |
| Si un délai d’exécution est prévu, le délai mentionné est de : | ............................ |
| Le marché prévoit des dates prévisionnelles de début d’exécution et d’achèvement sont : |  |
| Si elles sont prévues, les dates prévisionnelles de début d’exécution et d’achèvement sont : | ............................ |
| Le marché prévoit un délai maximum de paiement : |  |
| Si un délai maximum de paiement est prévu, il est de : | ............................ |
| S’il est prévu, référence du taux des intérêts moratoires mentionné | ............................ |
| Le marché prévoit un montant : |  |
| Montant prévu pour l’ensemble du marché : | ...................... € TTC |
| Montant prévu pour la tranche concernée : | ...................... € TTC |
| Montant prévu pour le lot concerné : | ...................... € TTC |
| Pour les accords-cadres à bons de commande, indiquer : |  |
| Montant minimum : | ...................... € TTC |
| Montant maximum : | ...................... € TTC |
| Montant estimé : | ...................... € TTC |
| Le titulaire souhaite ne pas confier l’exécution d’une partie des prestations à des sous-traitants ayant droit au paiement direct : |  |
| Cette partie non sous-traitée est au maximum de : | ...................... € TTC |

**● Informations supplémentaires en cas de groupement**

Désignation des membres du groupement :

SIRET pour chaque membre du groupement : ............................

Désignation du mandataire : ............................

**● Modification(s) ultérieure(s) de la créance**

(À renseigner autant de fois que nécessaire)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1ère modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 2ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 3ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 4ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| Nième modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |

En cas de cession ou de nantissement, le cessionnaire ou le titulaire du nantissement transmet l’original du présent certificat au comptable public assignataire, conformément aux articles R. 2191-54, R. 2191-55 et R. 2391-28 du Code de la commande publique.

**● Signature de l’acheteur**

|  |  |
| --- | --- |
| A | Le |
|  | Signature de l’acheteur ou de son représentant |

Annexe à l’acte d’engagement

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Pouvoir adjudicateur : Vallée Sud - Grand Paris (92)

* Désignation de l’acheteur :

* Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

Objet de l'accord-cadre :

**Objet de la consultation : Accord cadre de prestations d'infogérance et d'assistance de premier niveau des systèmes d'information de Vallée Sud - Grand Paris**

Objet de l'accord-cadre : Prestations d'infogérance et d'assistance de premier niveau des systèmes d'info

Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

 Un document annexé à l’offre du soumissionnaire.

 Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution de l'accord-cadre).

 Un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du ………..

Identification du soumissionnaire ou du titulaire

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

En cas de groupement momentané d’entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

Identification du sous-traitant :

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne) :

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l’artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du Code de la commande publique)?

 OUI  NON

Nature des prestations sous-traitées :

**Nature des prestations sous-traitées** :

**Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :**

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : ……………

La durée du traitement est : ……………..

La nature des opérations réalisées sur les données est : ………………….

La ou les finalité(s) du traitement sont : ……………

Les données à caractère personnel traitées sont : ………………

Les catégories de personnes concernées sont : ………………….

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

 Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

 Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l’article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Prix des prestations sous-traitées :

**Montant des prestations sous-traitées** :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

**a)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : ………………………….

- Montant HT (€) : ………………………….

- Montant TTC (€) : …………………………

**b)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l’article 283-2 nonies du Code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)

- Montant hors TVA (€) : …………………………..

**Modalités de variation des prix** :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir **droit au paiement direct** (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du Code de la commande publique)**:**

 OUI  NON

Condition de paiement :

Références bancaires :

(Joindre un IBAN.)

IBAN :

BIC :

Le sous-traitant demande à bénéficier d’une avance :  OUI  NON

Capacités du sous-traitant :

Nota : ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l’acheteur les exige et qu’ils n’ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

Récapitulatif des informations et renseignements ou des pièces demandées par l’acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Attestations sur l’honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure :

**Le sous-traitant déclare sur l’honneur** (\*) ne pas entrer dans l’un des cas d’exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique (\*\*).

Afin d’attester que le sous-traitant n’est pas dans un de ces cas d’interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : 

(\*)Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(\*\*) Dans l’hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu’il devra prouver qu’il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public.

**Documents de preuve disponibles en ligne** :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

**1ère hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial.**

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l’article R. 2393-40 du Code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

 L’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

 Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2ème hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif :**

 Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l’article R. 2393-40 du Code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

**OU**

 L’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A …………………., le ………………………… A …………………., le …………………………

Le sous-traitant : Le soumissionnaire ou le titulaire :

………………………… …………………………

Le représentant de l’acheteur, compétent pour signer l'accord-cadre, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le …………………………..

Le représentant de l’acheteur :

Notification de l’acte spécial au titulaire

En cas d’envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A ……………………….., le ……………………………..

Annexe à l’acte d’engagement

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

*Remplir un exemplaire par co-traitant :*

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

...............................................................................................................................................

Adresse de l’établissement :

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse du siège social (si différente de l’établissement) :

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse électronique : ................................................

Téléphone : ................................................

Télécopie : ................................................

SIRET : ................................................ APE : ................................................

Numéro de TVA intracommunautaire : ...........................................................

Accepte de recevoir l’avance :

¨ Oui

¨ Non

Références bancaires :

IBAN : .......................................................................................................................................

BIC : .........................................................................................................................................

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Désignation de l’entreprise | Prestations concernées | Montant H.T. (€) | Taux T.V.A. | Montant T.T.C. (€) |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
|  | *Totaux* |  |  |  |

Annexe à l’acte d’engagement

MISE AU POINT

Pouvoir adjudicateur

Vallée Sud - Grand Paris (92)

Adresse : 28 rue de la Redoute 92260 FONTENAY-AUX-ROSES Cedex 2

Téléphone : +33 0186631162

Télécopie :

Accord-cadre

Objet : Prestations d'infogérance et d'assistance de premier niveau des systèmes d'info

Identification du soumissionnaire retenu

*Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel ou de chaque membre du groupement d’entreprises candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de candidature groupée, identifier le mandataire désigné pour représenter l’ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.*

Modifications apportées

À l’occasion de la mise au point de l'accord-cadre, les modifications ci-dessous sont apportées aux stipulations contenues dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

|  |  |
| --- | --- |
| **Nature du document concerné et numéro de l’article modifié** | **Nature de la modification apportée** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

Signature de la mise au point

**Signature du candidat retenu :**

Nom, prénom et qualité du signataire :

Lieu et date de signature :

Signature :

**Signature du représentant du pouvoir adjudicateur :**

Nom, prénom et qualité du signataire :

Lieu et date de signature :

Signature :